

## Rue des Favorites

Depuis 1996, un immeuble moderne de la rue des Favorites abrite un centre de ressources (documentation, webmestre, conseil, formation) national, dédié aux besoins des collectivités territoriales, des pays et des régions. Cette structure aérée dirigée par Delphine Vincent a accueilli la 28<sup>e</sup> rencontre nationale de la Plate-Forme « Créativités & Territoires », dans des questionnements qui ont beaucoup croisé l'économie avec le conseil aux collectivités.

ETD fait le lien avec les centres de ressources en région et accompagne le développement des pays. Cette structure est subventionnée conjointement par la Caisse des dépôts et la DATAR compte 250 adhérents et anime, outre des actions de conseil et des formations une Newsletter qui a su capter au fil des ans l'attention de 11 000 inscrits. Les actions d'ingénierie territoriale menées par ETD concernent prioritairement la croissance verte, le vieillissement de la population, les mutations technologiques. Pour exemple, RuraliTIC - avec qui la Plate-Forme, grâce à Maud Wong, a coopéré l'an dernier sur la préparation de leur congrès annuel à Aurillac (avec, notamment l'atelier "Créa & T" « Solidarités numériques en milieu rural ») - tenait régulièrement ses réunions collectives de préparation sur le site d'ETD, de même qu'INDL dirigé par Jean-François Pin, dont nous avons croisé à plusieurs reprises les approches.

Ses formes d'action correspondent à des organisations d'enquêtes (dont à la demande du Sénat), d'assises régulières de concertation sur les domaines de l'aménagement territorial **hors des domaines du sport, des loisirs, de la culture et du tourisme**. ETD n'a pas capacité à interpeller les collectivités sur des sujets qui lui paraîtraient sensibles, malgré le rôle discret des Focus de sa Newsletter. Ses missions peuvent par contre l'amener à proposer des outils de médiation inter-territoriale, suggérer la mise en réseaux des expertises, accompagner les agences de développement. Pour l'instant, les enjeux de créativité et d'innovation ne lui semblent pas des critères décisifs, dans la mesure où cette structure offre plutôt des espaces de lien traditionnels aux différents acteurs des territoires. Cependant, le retrait des services de l'Etat, la réforme des collectivités territoriales ou, plus simplement, la prise de conscience de l'adversité peuvent, à tout moment, modifier en profondeur les rapports de force territoriaux. Cette prescience de « qui-vive », base de la prospective, ne permet pas encore des auto-saisines d'ingénierie mais peut, d'aventure, faciliter des rapprochements complémentaires ou des procédures de développement analogiques, naguère délicates à mener pour des raisons de découpage électoral et de susceptibilités politiques.

Après les questionnements sectorisés menés par ETD, l'urbaniste Marc Wiel, dans une logique économique applicative, nous a exposé deux inquiétudes fortes liées à l'étalement urbain : l'accroissement de la vitesse dans la ville, source de pollution et d'accidents et l'écart insupportable qui se creuse entre le lieu de travail et le lieu de la vie familiale. La ville européenne est une création humaine liée à la lenteur parce qu'elle correspond à son origine à des distances parcourues à pied. Le pied est d'ailleurs très significativement la mesure ancienne du territoire européen. La ville est, comme toute création humaine, un système en évolution qui, au XIXe siècle, fait converger l'exode rural dans les métropoles et, à la fin du XXe siècle, accompagne par redéploiement le développement de l'économie interrégionale. Ce redéploiement s'effectue principalement au travers de la route, alors que la SNCF atteste d'une baisse de fréquentation de ses services, qui se traduit par des mesures drastiques, telle la fermeture des gares.

De multiples tensions naissent de cette inversion du collectif à l'individuel. Cette démultiplication désordonnée de l'usage de la route fait fi des rythmes profonds du commerce des hommes, au sens humaniste du terme, tant dans les domaines de la culture, du quotidien que de l'éducation. Actuellement, le travailleur français effectue en moyenne 16 000 kilomètres par an, avalés à 75 % par le transport automobile. Entre ces chiffres, le travail de chacun se modélise de plus en plus dans un bureau et devant un ordinateur. Les territoires ne sont donc plus ressentis en profondeur mais traversés, dans un espace public dégradé qui porte atteinte à l'environnement et génère de la ségrégation sociale.

Si ce que les géographes appellent « l'espace de vie » semble s'être multiplié par cinq en cinquante ans, c'est dans une logique inverse de méconnaissance de son environnement proche, au profit des balisages répétitifs d'une « ville automobile » mortifère selon l'analyse récurrente du philosophe Virilio. Les quarante gares nouvelles prévues pour le grand Paris ne portent peut-être pas de vraies solutions. L'engorgement automobile dans les cités historiques, malgré les efforts des édiles pour revenir à la lenteur (rues piétonnes, sens interdits, multiples entraves) évolue comme un écart de ciseaux : les touristes profitent de cet effort alors que les entreprises en pâtissent. Le boulevard périphérique parisien a baissé son trafic de 10 % en dix ans parce que la capitale a perdu quelque trois cent mille emplois. Par ailleurs le gain de temps supposé de la voiture (même en covoiturage) marque le pas, tandis que les familles consacrent une part de plus en plus importante aux transports, allant pour les célibataires plus démunis, à dormir dans leurs véhicules, faute d'appartement.

Si je résume les discussions animées qui se sont déployées dans cette salle de réunion prévue ad hoc, je dirais que tout le monde s'est trouvé surpris du lissage des exposés dans le sens des asphyxies, plus que sur les aspérités signifiantes qui permettent de remonter de l'eau le nageur qui se noie. La Plate-Forme en effet, souligne les expériences inventives sur les territoires dans leurs apparentements multiples : analogies d'attitudes, mise en place d'une méthodologie différenciée à plusieurs paliers, rebonds multiples entre les campagnes, les petites villes et les métropoles dans un jeu d'équilibre qui nous paraît souhaitable du point de vue du bien vivre ensemble. Nous luttons contre la fin de la diversité des territoires. Pour ce faire, l'expertise des lames de fond qui menacent d'engloutir les esquifs publics, doivent absolument dépasser les constats quantitatifs pour aller vers des diagnostics qualitatifs différenciés et au-delà, **favoriser des expériences** de terrain qui, dans leur diversité, peuvent apporter, **parfois à leur insu**, des dispositifs de revitalisation inédits.

En ce qui concerne la triangulation de l'étalement de l'urbain et son équation néfaste (vitesse/travail/logement) nous sommes conscients qu'il s'agit d'un vrai problème de société. Cependant, plus le problème est structurel, moins la solution se trouve dans la généralisation des solutions traditionnelles : fiscalité, réglementation, répression etc...En d'autre terme, il y a une loi de la télévision mise en lumière par Pierre Schaeffer qui est que le Pouvoir x la Communication = Constante. La réponse quantitative basée sur le duel (de type libéralisme contre contrôle de l'État) ne peut ***jama****s stopper une lame de fond*, d'autant plus que l'informatique apporte en creux à la fois une démultiplication des relations et une prise de distance vis-à-vis des calendriers horaires. De multiples initiatives inventives nées d'associations d'idées en apparence désordonnées forment le vrai relief qui stimule l'invention de la solution. La vérité est une chose qui s'invente au-delà des statistiques, dans des raccords. Des métiers sont en train d'évoluer par la prise de conscience de la contrainte quotidienne qui pèse sur le moral de milliers d'employés coincés dans les embouteillages : les métiers manuels de proximité, naguère méprisés par les cols blancs, sont en train de relever la tête car plus charnels, moins dévitalisés, en bref plus ***penseurs et panseurs de vie*** que les convoys épuisants induits par les métiers de bureau.

Quelques exemples peuvent étayer ces diagnostics. Le Canada témoigne d'e la désertification des centres villes alors que les habitants lui préfèrent de plus en plus les « banlieues », qui ne sont pas nos banlieues modelées par les activités ouvrières, mais des espaces bâtis de maisonnettes entourées de jardins privatifs. L'idéologie de la « banlieue » canadienne, associée à la grosse voiture et au bon air forestier reste spécifique à ce pays aux vastes espaces, qui s'accorde sur le pas humain dès que l'automobile traverse une ville. Ce modèle de

la « middle class » familiale n'est pas transposable en France, une nation bâtie sur des cités historiques qui coexistent avec des paysages agricoles aux parcellaires anciens. Dans une logique patrimoniale tournée vers les acteurs historiques des territoires, les villes canadiennes suscitent pour qualifier leurs anciens quartiers, des créations « muralistes » très colorées qui illustrent, par pans de murs hyperréalistes, le passé et le présent des communautés urbaines.

Nous prenons conscience de la propension française à vouloir aller vite partout : la France reste le pays qui a poussé dans ses moindres détails la logique de l'accélération pour tous, dans une démarche qui est aussi une démarche de contrôle de l'information. C'est aussi le pays qui tient des discours théoriques très durs sur la folle embarquée de la vitesse, mais de la façon la moins concrète qui soit, arc-boutée dans le paysage bipolaire du sauvetage ou du chaos.

Thierry Vincent (ARENE, Région Ile-de-France) suggère que l'engorgement des cités pourrait se réguler si l'État et les entreprises acceptaient de moduler les horaires de travail par secteurs d'activité. Il s'agit donc bien d'une politique d'écoute de terrain et d'innovation culturelle plutôt que de régulation de masse des transports sur la seule équation de la conjugaison du foncier avec l'accélération -lenteur. Le problème des transports de grande masse peut être repensé par interstices et non par des fusions antinomiques ou par des pans sacrificiels.

Par analogie, je signale le cas d'Ambert qui, d'une ville où il faisait bon naître malgré la dureté de son climat, est en train de muer en future ville sinistrée, de par la fermeture de la maternité publique jugée trop coûteuse à (173 naissances par an). Ce détail qui n'entre dans aucune statistique économique, va peser lourd sur l'avenir de la ville : l'attractivité rurale se conjugue aussi avec des berceaux et des parturientes. Si comme les économistes se plaisent à le souligner tout à un coût, les « coûts secrets » comme les talents, pèsent les plus lourds sur la balance sociale.

Laisser l'imagination aller vers l'innovation sociale suppose également, au-delà de la construction de logements sociaux, une attention neuve aux nouveaux modes de regroupement qui s'esquissent : partages d'habitations contre des services, libération des espaces à l'abandon, mais aussi pour les personnes âgées ou les étudiants, création d'espaces communautaires de vie. Les Babayagas de Montreuil font, depuis dix ans, le siège des pouvoirs publics pour organiser une maison de retraite autogérée et féminine. Ce pittoresque projet essuie pourtant régulièrement des refus administratifs, car ce modeste regroupement de vieilles dames opiniâtres est stigmatisé comme discriminant, quand bien même nombre de foyers privés fonctionnent déjà sur ce mode....

Si l'urbanisation est le véritable bassin d'emploi, l'État ne peut plus faire fi de la fatigue des travailleurs et de leur éloignement des centres de décision. Nous assistons, au-delà du modèle des conurbations à l'Américaine, à un mécanisme de *townships* assez proches que ceux qui sont décrits en Afrique du Sud. Le système de plus en plus ségrégationniste devient en quelque sorte autobloquant : l'urbanisation de l'Île de France grignote les anciennes terres agricoles et le droit au transport se dispute au droit à la propriété... Des villes historiques prestigieuses telles que Fontainebleau, La Ferté-sous-Jouarre ou Rambouillet tentent de développer des autonomies énergétiques et alimentaires qui puissent renforcer l'attractivité de leur patrimoine. La bonne nouvelle de l'Île de France est dans le retour du maraîchage et des cultures anciennes (le rôle des agendas 21 et de l'ARENE), la mauvaise nouvelle est que les gens ne peuvent se le payer, préférant l'essence de leur voiture à une alimentation saine, achetée au marché.

De fait, et la discussion s'est engagée en ce sens, les régulations sont à la fois complexes et emboîtées, tributaires des mœurs de la société, mais aussi à un lourd héritage de pensée issu de notre monarchie capétienne qui superposait les instances administratives pour lever l'impôt. Les systèmes décisionnels restent en France agencés par le haut, dans des espaces techniques qui communiquent peu entre eux, alors que l'information numérique a démultiplié depuis longtemps les codes d'approche des réalités de terrain. Ce fléchage en plume se reflète aussi dans le concept respectable de « développement durable », qui intervient de plus en plus à toutes les sauces, bloquant parfois la capacité de repositionner les besoins en offres de proximité, au gré des recompositions urbaines. Le « durable » est par définition un concept flou qui se substitue dans les discours à « reconversion », mais qui, comme tout discours dominant à la française, peut par excès d'universalisme, déséquilibrer de fragiles écosystèmes de solidarité.

Les personnes qui ont après la retraite une espérance de vie de trente ans, ne sont pas dans le « durable », mais dans le « soutenable ». Dans cette perspective, les initiatives transverses sont les bienvenues : les Invalides réfléchissent aux reconversions des friches militaires particulièrement sur l'exemple de Fontainebleau-Avon, la Vallée de la Vologne s'interroge de façon sensible sur « une perte d'estime de soi » et non plus sur l'abstraction du déficit économique, la Ville de Brest (expertise Christian Lemaignan) implante une école d'ingénieur et l'associe aux sites militaires en reconversion.

Franck Chaigneau (Mairies Conseil-Caisse des dépôts) travaille en complémentarité avec l'axe ETD : la structure « Mairies Conseil » se déplace vers les municipalités les plus petites au contraire d'ETD qui œuvre plutôt sur des expertises de grande envergure. Aujourd'hui, la hiérarchie tend à se

dissoudre : des initiatives de terrain peuvent être brusquement médiatisées et prises pour exemple. En France, il y a quelque 1200 experts qui œuvrent dans l'intercommunalité, dans des dispositifs classiques de binôme de compétence : un élu/un technicien, dans un rapport de masculinité le plus souvent écrasant. Comment faire passer la maïeutique des transports collectifs, quand la majorité des élus se reconnaissent dans les signes distinctifs des grosses cylindrées ? En fait, il n'y a pas véritablement déficit d'expertises ciblées, mais plutôt une difficulté d'incarnation de projets à multiples implications. Les maires gèrent des problèmes qui les dépassent et faire du chemin avec eux, dans leur inquiétude voire leur désarroi, est la meilleure façon de réfléchir à une acceptabilité des solutions communes. Christine Dion (Poitou-Charentes) remarque que les politiques craignent parfois d'être « trop » innovants et multiplient alors les références dilatoires en surfant sur les quelque 200 réseaux locaux de développement. Si l'ingénierie et les compétences sont bien là, la décision se perd. Peut-être nous sommes nous intoxiqués par les grands sujets de la philosophe politique en tandem de campagne avec la macro-économie, pour bien comprendre que la couple « création - société » a le pouvoir de modeler très vite de petits espaces de vie expansifs, qui redonnent de l'optimisme.

L'exemple de la Finlande, signalée par le designer Frédéric Jentgen, arrive, comme pour le Canada, comme une bouffée d'air frais. Ce petit pays a pris le tournant de la contemporanéité au travers un designer Alvaro Aalto qui a conçu ses maisons et édifices dans une démarche complémentaire avec l'urbanisme, le mobilier urbain et la décoration intérieur, insufflant au pays tout entier une forme élégante et novatrice qui inspire à la fois la paix et le confort. Cette démarche de confiance d'un pays pour un artiste visionnaire se retrouve également dans le couple Gaudi-Barcelone, sur des formes fleuries adaptées aux cultures méditerranéennes. Dans une ambition plus modeste, « une promenade du Jardin des Souhairs bricolés » concoctée par la Compagnie marseillaise des Pas Perdus avec les souvenirs ouvriers des Bruaysiens, éclot pour l'été dans l'ancienne Cité minière des Électriciens proche de Béthune, capitale régionale de la culture en 2011.

La question de « Qui décide quoi ? » est celle que se pose tout conseiller. Il me semble que nous devrions faire confiance, non plus à celui qui incarne la décision dans une réunion politique ou économique, mais celui qui, pour l'incarner au mieux, *associe les gens* et donc la société, à la décision publique. La décision politique la mieux menée correspond à un diagnostic partagé, une co-élaboration collective par les élus et les experts, le respect de marges d'initiatives de territoires, en bref une écoute concrète des propositions. Il existe des « territoires en perte d'estime de soi », qui ressassent un passé d'abondance mythique : vieux pays

ruraux, anciennes industries de main-d'œuvre, qui s'interrogent aujourd'hui, pour regagner la confiance, sur le beau et le ludique. N'y a-t-il pas dans les hôpitaux aujourd'hui des esthéticiennes et des clowns qui redonnent aux malades le sourire qui aide à la guérison ?

Fazette Bordage (Mains d'œuvres), à travers les transformations de Mâzières en Gâtines et de Bruay-la-Bussière, insiste sur le fait que « les solutions sont là », parce que la culture, la mixité et l'échange social restent le socle des politiques urbaines. Il suffit peut-être de réveiller de belles endormies qui sont passées trop vite du fuseau familial à l'industrie, attendant passivement que le prince charmant ne les réveille. Cette méthode de pluralité d'action et de création transverses est la méthode de cette Plate Forme « Créativités & Territoires ». Dans une telle disposition d'esprit, les outils sont forcément multiples, car ils sont donnés par le terrain. Pour le reste, c'est-à-dire le moment d'hésitation qui fait le lancement de l'action, la nomadisation fait son œuvre de rafraîchissement.

Le vent se lève aussi en Région Centre (cf 20<sup>e</sup> rencontre de la Plate Forme) : Emmanuelle Castang explique que l'association THEMMA qu'elle représente, cherche à identifier et relier les marionnettistes dans le cadre de propositions collectives de manifestations, tels à Vendôme où au travers du festival ExCentrique. Pour cette association, et comme l'expérimentent beaucoup d'entre nous (cf. le festival Les Arts ForeZtiers, réunion « Créa &T » août 2010), les artistes doivent se coller avec la société, dans le jeu de la création, de l'éthique et de la pensée. Analogiquement, si les transports en commun, naguère pensés comme produits pauvres, c'est-à-dire uniquement le fruit de technologies de pointe, s'envisageaient vraiment comme des forces de vies et de culture, ils contribueraient beaucoup plus à leur développement. En effet, le métro est la plus grande salle de lecture du monde.

Pour insuffler cette vie à des outils qui ont fait déjà leurs preuves, nous devons porter une extrême attention à la diversité d'usage de ces « machines à communiquer » que sont les transports. En trente ans, le découpage fonctionnaliste résumé par le Corbusier (repos, loisir, travail) s'est effrité comme modèle, car la France n'est plus en mesure de garantir ni un toit, ni de l'embauche, ni du loisir à chacun... Si tant est que cette utopie machiniste n'a jamais eu de réelle existence sociale. La philosophie politique française reflète directement les stratégies de méfiance que les gouvernements successifs monarchistes ou autoritaires ont maintenu comme système de transmission des ordres et des savoirs. Or, la démocratie, particulièrement instable dans la crise des systèmes, ne peut se satisfaire d'espaces étanches : paradoxalement, les cahiers des charges territoriaux sont élaborés par les collectivités mais plus

gérés par elles, tandis que l'Etat déplace l'espace public à des questionnements nouveaux : santé, vieillesse, vitesse, tourisme...

Pour reprendre l'exemple d'Aimé Césaire, évoqué dans deux précédentes réunions de la Plate-Forme, le poète- maire de Fort de France de 1945 à 2001, avait envoyé sa lettre de démission en 1956 au Parti Communiste dont il était membre, parce qu'il faisait le constat que personne et qu'aucun parti français ne pensait en terme d'autonomie l'existence des territoires d'Outre-mer. Cette demande d'autonomie correspondait pour Césaire à l'accompagnement bienveillant que l'adulte doit avoir vis-à-vis de l'adolescent, riche de potentialités mal exprimées et de violences expressives, mais aussi porteur du futur de tous et des liens à venir. Dans le lent processus de l'autonomie d'un homme, le langage de l'enfant ne s'acquiert fondamentalement qu'auprès d'adultes indulgents qui l'encouragent. Toute démarche politique qui néglige ces apprentissages affectifs fragiles, fabrique des enfants loups, dans les tanières des villes-dortoirs, que ces villes soient huppées ou misérables.

Nous sommes des Outre-mers (parfois des mères outrées...), à partir du moment où mis en tutelle, nous abandonnons notre peau sensible pour exister au travers des signes extérieurs de vitesse-richesse, dans un miroitement de plans carrossés comme des victoires courtes. Pour paraphraser la formule de Clémenceau, lancée durant la Première Guerre mondiale, « la guerre est une chose trop grave pour être confiée à des militaires », la crise est une chose trop complexe pour être le pré carré des économistes. L'idée que la vitesse radicalement inversée pourrait devenir une opératoire source de bienfaits reste une abstraction idéalisée, à partir du moment où nous refusons de penser les pays en archipels d'éco- systèmes. Réglementer la ville en fonction de la vitesse ne peut fonctionner que sur des paramètres complexes qui dépassent le débat des péages, des fiscalités des foyers et des ralentisseurs de TGV. Dans les années 1970, un groupe d'édiles avait tenté, à l'inverse, de trouser Paris par une voie à grande vitesse, détruisant au passage quelques monuments fameux. En d'autres termes, et c'est sur ce Jardin des Simples du soin local que l'expertise de la Plate-Forme, composée d'acteurs d'origine diverse (les clans des loutres, des renards, des biches, des oiseaux, des écureuils, des ours ou des chats pour reprendre les totémismes scouts...) souhaite faire entendre sa voix auprès des collectivités territoriales.

De fait, si, comme nous le pensons avec Fazette Bordage en termes d'inventivité et de richesses, « tout est là », il nous faut sortir des cascades du tout ou rien (la fable « Les animaux malades de la Peste » du délicieux Jean de la Fontaine) et réinventer des écritures sous contrainte aux règles souples. Reprenant les

imaginaires des « Cahiers de Doléances » de 1788/1789, des « Cahiers d'Espérance » liés au mouvement du développement durable et solidaire commencent à circuler en France, sous des formes d'élaboration collectives. Les mots ont un sens profond pour peu qu'on les déguste avec lenteur : nous assistons aussi, çà et là, au travers de recherches universitaires influencées par l'anthropologie, à l'émergence d'interrogations sur l'émotion, le bonheur ou le plaisir d'être ensemble et de transmettre des savoirs.

Pour conclusion et reprenant le débat sur le regard que la collectivité porte sur la triade des experts-chercheurs/formateurs, qui dans les dispositifs nomades de cette Plate Forme, se parle bien, je dirais que l'enseignement supérieur français, censé éveiller l'esprit et former des cadres éclairés a beaucoup plus une culture du dogme et de l'abstraction, que de l'écoute et du concret. Les sciences humaines travaillent le plus souvent sans considération de leur hiérarchie, guidées par une belle étoile qui s'appelle la « recherche partenaire », mais aussi fortement soutenus par les mondes de l'édition et de la presse. Ce faisant, dans cet état de rêve et d'espoirs qui se conjuguent sur du papier, ils rejoignent de plus en plus les dispositifs créatifs des artistes, dans des tâtonnements, des analogies et des combinatoires de « création-recherche » (Institut Charles Cros, programme « Éthiques de la Création »). À l'inverse les laboratoires plus techniques communiquent plutôt, malgré des expériences isolées comme les Bars à Sciences, dans des logiques pyramidales où le « sachant » traite directement avec le politique qui le finance. D'où une cascade d'incompréhensions aussi durables que le développement du même nom.

On peut sérier trois mécanismes, sur lesquels la Plate-Forme se penche depuis ses trois années exploratoires : la réalité des savoirs émergents, la mobilité des entrepreneurs et la désorientation des fonctions territoriales de la décision. Pour restaurer l'information avec de la confiance, il faut une égalité de l'écoute, c'est-à-dire le respect d'au moins sept apprentissages multiples (métiers, images, sons, écrits, création de richesses et de liens, héritages culturels). Nos universités anciennes, passées du giron de l'Église à un pouvoir féodal qui se réforme mal, fonctionnent comme des soupapes d'autorité, forte d'un savoir traditionnel de reproduction, paradoxalement indifférent aux contestations d'une jeunesse qui, tôt ou tard, rentrera dans le rang, car implicitement programmée pour reconduire la vieille meute.

La question est bien de sortir de l'ordonnancement du singulier vers la mesure d'un pluriel créatif : sortir du cercle de la « règne des fins » c'est aussi accepter la pluralité des expressions dans une maturation lente de la décision publique, que cette décision évolue comme les instances régulatrices des universités

scandinaves, comme l'arbre à palabres africain ou sur tout autre dispositif démocratique aux principes clairs. De fait, et malheureusement souvent à son insu, la transmission scientifique nationale, conjointement inspirée par l'histoire politique et les sciences mathématiques, adopte pour viatique théorique une épistémologie ambivalente de la séparation (hommes- animaux, corps-esprit, villes-campagnes, Paris-province, etc...) qui conduisent ses chercheurs à pratiquer, parfois malgré eux, des « sciences de la détresse », forcloses et autobloquantes. Contrairement à ce que le géographe Lacoste avait proclamé, dans une formule péremptoire, « la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre », la géographie humaine devrait à nouveau émerger comme science des territoires, car, travaillant le petit comme le grand, elle inclut dans des interactions culturelles subtiles, les différents paliers de la décision et du ressenti, aux côtés des éléments physiques sédimentés et des bâtis de l'activité humaine.

Sylvie Dallet (19 juin 2011)